



Food and Agriculture  
Organization of the  
United Nations



World Health  
Organization

Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italy - Tel: (+39) 06 57051 - E-mail: [codex@fao.org](mailto:codex@fao.org) - [www.codexalimentarius.org](http://www.codexalimentarius.org)

Point 4 de l'ordre du jour

CRD2

## PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES

### COMITÉ DU CODEX SUR LES SYSTÈMES D'INSPECTION ET DE CERTIFICATION DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS ALIMENTAIRES

#### Vingt-septième session

#### RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA CONSOLIDATION DES DIRECTIVES DU CODEX RELATIVES À L'ÉQUIVALENCE

Une réunion du groupe de travail physique (GTP) s'est tenue le 15 septembre à Cairns (Australie) sous la présidence de la Nouvelle-Zélande. Cette réunion, qui s'est déroulée en anglais, français et espagnol, était entièrement hybride : plus de 20 délégations étaient présentes à Cairns, tandis que 18 membres y ont pris part via Zoom. Les observations reçues en réponse à la lettre circulaire relative au document CX 24/27/04, consolidées dans les documents CX 24/27/04 Add 1 et CRD07, ont donné lieu à des débats ouverts lors de deux sessions de deux heures tenues dimanche matin.

Le président a également souligné la pertinence du document CRD14 qui résume les travaux antérieurs relatifs à l'équivalence des règlements techniques (mesures techniques relatives au commerce alimentaire conformément aux définitions de l'accord OTC de l'OMC). Le GTP avait pour objectif d'examiner et d'identifier les concepts clés, les points de consensus et ceux nécessitant une attention particulière de la plénière pour faire avancer le projet de texte.

En guise d'introduction, le président a fait les observations suivantes :

- Ce travail est complexe – bien que des orientations existent depuis plus de 25 ans, ce n'est que récemment qu'un petit nombre de pays se sont véritablement intéressés à l'équivalence.
- Cela tient en partie à l'absence d'orientations claires et pratiques regroupant des orientations de haut niveau sur les systèmes et les accords d'équivalence et des orientations plus détaillées et spécifiques sur les processus.
- Les travaux en cours visent à consolider, rationaliser et actualiser les orientations existantes afin de fournir des orientations claires, cohérentes et pratiques couvrant l'ensemble des questions d'équivalence.
- Cela reste un défi : comment condenser près de 20 000 mots pour produire un texte plus gérable (la version actuelle en compte moins de 5 500) sans trop simplifier et perdre en clarté ?
- À cela s'ajoutent le passage du temps et le renouvellement des délégations : bien qu'ils permettent l'émergence d'idées nouvelles et fraîches, ils peuvent aussi entraîner une perte de continuité et la réouverture de questions déjà examinées.
- Il n'est pas facile de consolider, de rationaliser et d'actualiser 27 années d'orientations existantes sur un concept central des accords SPS et OTC de l'OMC. Ce ne sont pas les « concepts » fondamentaux qui ont changé au fil du temps, mais plutôt le langage utilisé pour les décrire ainsi que le style et le format des textes du Codex.
- Il est donc nécessaire de trouver un équilibre entre le libellé existant et la nécessité d'adopter un langage qui concilie les diverses formulations antérieures et les nouvelles façons d'exprimer les mêmes concepts.
- En ce qui concerne la sécurité sanitaire des aliments et les aspects plus techniques (OTC au sens large), l'essentiel est de réfléchir aux différentes manières dont nous, en tant qu'autorités compétentes, gérons nos SNCA.
- En réalité, si certains pays sont dotés d'une seule autorité compétente, d'autres peuvent en avoir plusieurs qui couvrent la production nationale, l'exportation ou l'importation d'un même lot de denrées alimentaires.

- La reconnaissance de l'équivalence est un outil destiné à faciliter les échanges et à réduire les répétitions inutiles de contrôles et de processus déjà appliqués.
- Elle consiste à déterminer si différentes mesures ou combinaisons de mesures permettent d'atteindre le même objectif, qu'il s'agisse d'un objectif déclaré, ou des résultats ou du niveau de protection correspondants.

**Le président a ensuite invité les participants à formuler des observations générales. Ceux-ci ont notamment indiqué :**

- Leur ferme soutien en faveur du langage utilisé dans les directives CXG 101-2023 récemment adoptées.
- Leur soutien général en faveur du travail de consolidation, en reconnaissant les progrès significatifs réalisés à ce jour, tout en notant que ce n'était pas une tâche facile.
- L'intérêt de maximiser la cohérence terminologique, lorsque cela est possible.
- Le besoin de différencier les critères de décision selon qu'il s'agit de mesures sanitaires ou de mesures techniques.
- Le besoin de clarté concernant le devenir des trois directives consacrées à l'équivalence et de la partie des directives CXG 26-1997 qui fournissent également des orientations de haut niveau.
- Le besoin de réexaminer la nécessité de définir les exigences, les mesures, les mesures sanitaires et les mesures techniques, et l'intérêt d'assurer la cohérence avec les autres orientations.
- L'identification de certains concepts qui peuvent ne pas avoir été correctement pris en compte ou qui manquent de clarté, notamment :
  - La réciprocité, la progression de l'évaluation de l'équivalence indépendamment de toute considération réciproque (préambule des directives CXG 101-2023)
  - Les différences concernant la définition du terme « Exigences » (CXG 34-1999)
  - Le concept selon lequel l'équivalence pourrait nécessiter la comparaison de différents nombres ou différentes combinaisons de mesures : relations univoques (une à une), co-univoques (une à plusieurs) ou multi-univoques (plusieurs à une) (note de bas de page 8 des directives CXG 53-2003)
  - L'omission potentielle du principe sur l'évaluation (CXG 101-2023)
  - La façon d'aborder l'établissement des priorités (CXG 34-1999)
  - La partie assumant le coût des visites et des audits sur place, le cas échéant (annexe des directives CXG 26-1997)
  - L'utilisation et l'intérêt potentiel des études pilotes (CXG 34-1999)
  - Si l'utilisation de l'analyse qualitative ou quantitative a été couverte de manière appropriée (CXG 101-2023 et CXG 53-2003)
  - L'éventuel impact des reconnaissances d'équivalence sur la certification (CXG 34-1999)
  - S'il est nécessaire de fournir des orientations supplémentaires concernant la résiliation des accords d'équivalence (CXG 34-1999)
  - Si les différences dans les profils de danger entre les pays ont été correctement prises en compte (CXG 24-1999)
  - L'absence de distinction dans le processus décisionnel entre les mesures sanitaires et les mesures techniques (CXG 101-2023).

## Débat du groupe de travail sur les concepts potentiellement non abordés

1. Le GTP est convenu que le dernier paragraphe du préambule des directives CXG 101-2023, portant sur la réciprocité, devrait être réinséré dans le préambule du projet de consolidation.

*« L'étude, l'évaluation, la reconnaissance et le maintien de l'équivalence de l'ensemble ou d'une partie pertinente du SNCA d'un pays sont indépendants de tout processus réciproque susceptible de se produire. Des études réciproques peuvent, si elles sont demandées, porter sur des champs d'application différents, avoir des durées différentes et parvenir à des conclusions différentes. »*

2. Il a été noté que la même définition du terme « Exigence » figure dans les directives CXG 20-1995, CXG 26-1997, CXG 34-1999 et CXG 47-2003. En conséquence, même si certaines formulations pourraient être mises à jour pour tenir compte de la terminologie actuelle du Codex, par exemple « *denrées alimentaires* » plutôt que « *aliments* » et « *la protection de la santé des consommateurs et l'assurance des pratiques loyales dans le commerce alimentaire* » plutôt que « *la protection de la santé publique, la protection du consommateur et les conditions d'échanges commerciaux équitables* », le terme « *critères* » ne devrait pas être remplacé par « *conditions* ». En outre, l'expression « *par les autorités compétentes* » ne devrait pas être remplacée par « *par l'autorité compétente du pays importateur* » sans vérifier au préalable l'impact que cela pourrait avoir sur les autres documents d'orientation.
3. Certaines délégations ont estimé que l'on devrait choisir entre l'inclusion d'une définition du terme « exigence » ou du terme « mesure ». Plusieurs délégations ont indiqué qu'elles préféreraient que seul le terme « mesure » soit défini, plutôt que « mesure sanitaire » ou « mesure technique ». D'autres délégations ont mis en avant l'importance de définir « mesure sanitaire » et ont évoqué la possibilité de modifier la définition proposée de « mesure technique ». Les avis étaient également partagés quant à l'utilisation des adjectifs « spécifiées » et/ou « spécifiques » pour qualifier les « mesures » dans le texte général.

Le président a souligné que le terme « exigence » est utilisé dans l'ensemble du document pour désigner ce que l'autorité compétente du pays importateur exige de l'autorité compétente du pays exportateur. De même, le terme « mesure spécifiée » est utilisé conformément à l'article 4 de l'accord SPS de l'OMC pour désigner les mesures pour lesquelles le pays exportateur demande un examen de l'équivalence. Il est important de faire une distinction entre les définitions de « mesure sanitaire » et de « mesure technique » lorsqu'il s'agit d'appliquer les critères de décision appropriés. Enfin, le champ d'application de la consolidation devant couvrir aussi bien l'évaluation de l'équivalence d'une mesure unique que celle de l'ensemble ou d'une partie pertinente d'un SNCA qui, par définition, se compose de groupes de mesures, le terme « spécifique » est également approprié dans certaines situations.

Faute de temps pour arriver à un consensus, le président s'est engagé à vérifier si les variations observées dans le document sont justifiées et nécessaires par souci de clarté.

4. En ce qui concerne la nécessité de comparer le concept d'équivalence et les scénarios potentiellement multiples de différentes mesures ou combinaisons de mesures (note de bas de page 8 des directives CXG 53-2003), le GTP est généralement convenu que le concept n'avait pas besoin de figurer dans les principes, mais qu'une phrase supplémentaire pourrait être insérée quelque part dans le texte.
5. Le GTP s'est généralement exprimé en faveur de l'ajout du principe 4.4 « Évaluation » des directives CXG 101-2023 à la liste des principes, avant ou après le principe F, en y apportant quelques modifications mineures afin de refléter l'élargissement du champ d'application de la consolidation et d'y inclure des mesures spécifiques.

### 4.4 Évaluation

*Le processus d'évaluation devrait examiner si les objectifs, les résultats ou le niveau de protection correspondants pertinents du SNCA du pays importateur sont atteints et ce processus devrait être documenté, transparent, fondé sur des preuves, axé sur les résultats, efficace, et réalisé d'une manière concertée et dans les meilleurs délais.*

6. Le GTP a noté que le paragraphe 19 du document CX/FICS 24/27/4 encourage les pays à convenir d'un plan, et qu'il précise ensuite que ce plan peut également fixer des délais anticipés et, le cas échéant, des priorités. Les membres ont débattu sur le point de savoir si ce paragraphe reflète adéquatement le concept de l'établissement des priorités décrit aux paragraphes 8 et 9 des directives CXG 34-1999. Les ressources ont été identifiées comme un concept pouvant faire l'objet d'un ajout.
7. Le GTP a noté que l'annexe des directives CXG 26-1997 examine quels coûts devraient être assumés par quel pays dans le cadre des évaluations. Il a été noté que cette annexe a une portée plus large que les

évaluations d'équivalence et qu'il est donc peu probable qu'elle soit concernée par le travail de consolidation. Cela étant, plusieurs délégations ont estimé qu'il pourrait être utile de mentionner les coûts dans le cadre de la consolidation. Les coûts pourraient être évoqués dans le texte ou faire l'objet d'une note de bas de page renvoyant à l'annexe des directives CXG 26 - 1997.

8. Il a été proposé que la consolidation devrait mentionner l'important concept des études pilotes (section 8 du document CXG 34-1999), en notant que toute formulation utilisée ne devrait pas imposer ou encourager de manière inappropriée la réalisation d'études pilotes dans toutes les situations.
9. Il a été suggéré que la possibilité que les profils de danger varient d'un pays à l'autre n'a pas été pleinement prise en compte. Le président a noté que le concept est potentiellement abordé dans les premier et dernier points du paragraphe 22 du texte consolidé, largement inspirés des directives CXG 53-2003. Certaines délégations ont noté que l'absence de certains dangers mentionnée au paragraphe 16 des directives CXG 34-1999 fait référence à un concept potentiellement plus étroit que celui abordé au paragraphe 22.
10. Le GTP a noté que la différenciation potentielle des critères de décision pour les mesures sanitaires par rapport aux mesures techniques n'est actuellement traitée que de manière relativement générique dans les paragraphes 24 et 43 du texte consolidé. Il a été noté que le paragraphe 17 des directives CXG 34-1999 et la section 5.3 des directives CXG 101-2023 font une distinction plus claire entre les deux scénarios. Certaines délégations ont estimé que l'inclusion du libellé des directives CXG 101-2023 est essentielle pour permettre la progression des présentes directives. Bien que la discussion ait été positive, faute de temps, le GTP n'a pu parvenir à un consensus sur l'utilité de reprendre les deux paragraphes des directives CXG 101-2023.

### **Concernant certaines questions spécifiques posées**

- 1) L'utilisation de l'expression « objectifs, résultats ou niveau de protection correspondants » dans l'ensemble du texte a été largement soutenue, sauf lorsque le contexte l'exige autrement. Les coprésidents se sont engagés à réviser le texte en conséquence.
- 2) À l'issue des discussions, la version actuelle du principe F a été jugée raisonnablement satisfaisante.
- 3) À l'issue des discussions, plusieurs modifications ont été apportées à l'ajout précédemment proposé d'un nouveau principe traitant de l'évaluation, fondé sur le principe correspondant figurant dans les directives CXG 101-2023, afin d'assurer sa cohérence avec le champ d'application plus large du texte consolidé.
- 4) Le GTP n'est parvenu à aucune conclusion de fond sur cette question.
- 5) Le GTP n'est parvenu à aucune conclusion de fond sur cette question.

### **Recommandation**

- La plénière prend note du présent rapport en vue de ses débats.